Genre et commandement territorial au Cameroun

Ibrahim Mouich

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/7415>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.7415

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 31 mai 2007

Pagination : 391-408

ISBN : 978-2-7132-2139-2

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Ibrahim Mouich, « Genre et commandement territorial au Cameroun », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 186 | 2007, mis en ligne le 31 mai 2010, consulté le 16 juin 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/7415> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.7415>

Ce document a été généré automatiquement le 16 juin 2020.

© Cahiers d'Études africaines

Genre et commandement territorial au Cameroun

Ibrahim Mouich

- 1 Cette contribution étudie l'un des défis majeurs de notre époque, l'intégration politique de la femme. L'objectif est de montrer comment le commandement territorial au Cameroun est monopolisé dans le temps et dans l'espace par les hommes, aucune femme n'ayant jamais accédé jusqu'en 2004, aux fonctions de gouverneurs de provinces, de préfètes de départements, de sous-préfètes d'arrondissements, de chefs de districts ou d'adjointes préfectorales. 773 postes administratifs étaient occupés par des hommes, soit 10 gouverneurs, 58 préfets, 116 adjoints préfectoraux, 268 sous-préfets, 268 adjoints d'arrondissements et 53 chefs de districts¹. C'est ce que Rachel-Claire Okani (2003 : 278) qualifiait de « domaine d'exclusion », une « exclusion absolue ». Aujourd'hui, trois femmes sont sous-préfètes après avoir occupé les fonctions d'adjointes préfectorales entre 2004 et 2006. Quelles que soient les raisons que l'on invoque, ces chiffres révèlent le monopole masculin de l'exercice du pouvoir. L'on observe, comme une phallocratie qui a pour corollaire l'exclusion des femmes des cercles réels de l'État camerounais. Dès lors, l'on peut, à la suite de Slavenka Drakulic et Julia Slazai, deux activistes de l'Europe de l'Est, parler de « démocratisation masculine » et de « démocratisation à visage masculin ». C'est la raison pour laquelle certains spécialistes des sciences sociales d'orientation féministe qualifient l'État de patriarcal et emploient l'expression « patriarcat public ou patriarcat social » pour désigner les États contemporains. Suivant le paradigme patriarcal, la dépendance des femmes à l'égard des hommes s'est muée en dépendance envers l'État (Moghadam 1994 : 122). Cette subordination semble créditer les arguments du féminisme radical qui a une vision atemporelle de la domination masculine fondée sur le réductionnisme biologique.
- 2 Pour les tenants du biologisme, toutes les sociétés établissent une distinction entre les tâches habituellement attribuées aux hommes et celles dévolues aux femmes ; la division sexuelle du travail est universelle : certains pouvoirs spécifiques sont attribués aux hommes, d'autres aux femmes. Seuls les hommes prennent part aux guerres,

chargés de protéger leur groupe ou société, ils sont les seuls détenteurs ou propriétaires des ressources, la femme faisant partie intégrante de ce patrimoine. Ils exercent les activités les plus valorisées et les mieux rémunérées, contrairement aux femmes dont les tâches sont moins diversifiées et sont les mêmes dans le monde entier : elles sont souvent limitées aux tâches domestiques, à l'élevage et l'éducation des enfants, et sont exclues de certaines activités. On en conclut aisément que les femmes sont automatiquement et nécessairement exclues du pouvoir social public (Mazrui 1977 : 69-81 ; Friedl 1978 : 24-25 ; Randall 1982 : 12-16 ; Bourdieu 1998 : 22-23). En revanche, aux États-Unis, les culturalistes, que l'on appelle aujourd'hui « constructivistes », soutiennent que la masculinité serait plutôt une construction idéologique que biologiste (Badinter 1994).

- 3 Quand on transpose ces faits dans l'art de gouverner les sociétés africaines, il se dégage deux observations : l'une d'ordre quantitatif qui renvoie à l'inflation du personnel masculin dans les hautes fonctions étatiques ; l'autre, d'ordre qualitatif faisant référence à la nature du pouvoir : le leader charismatique, la guerre, la mystique du chef, la personnalisation du pouvoir, sa concentration, l'autoritarisme étatique, la violence, la répression, la fermeté, la militarisation, etc. La quasi-inexistence de la gent féminine dans le commandement territorial au Cameroun, nous interroge sur cette exclusion. En d'autres termes, quels sont les facteurs qui concourent au rejet absolu des femmes dans le choix des autorités administratives dans notre pays ?

Le commandement territorial au Cameroun

Une fonction politique et un domaine de la sphère publique

- 4 Tissu conjonctif des États africains, la fonction de commandement territorial est très importante pour la structuration du pays : chefs-lieux de province, de département, d'arrondissement et de district manifestent l'omniprésence du pouvoir central. D'ailleurs, c'est à l'administration territoriale qu'incombe le rôle délicat de la mise en place et du fonctionnement des mécanismes de participation de la population à la vie de l'État ainsi que dans la communication entre gouvernants et gouvernés. Il convient même de souligner le rôle décisif de la fonction administrative dans le processus de création urbaine car, à quelques exceptions près, c'est l'implantation d'un chef-lieu administratif qui crée la ville ou bien, se superposant à une activité commerciale notable, lui donne une dimension et une croissance nouvelles (Champaud 1983). C'est le décret n° 78/485 du 9 novembre 1978 qui fixe les attributions du chef de circonscription administrative. Ainsi, qu'il soit gouverneur, préfet, sous-préfet ou chef de district, celui-ci est le représentant de l'État et du gouvernement dans son unité de commandement. À ce titre, il représente à la fois le président de la République, le Premier ministre et chacun des ministres à l'exception des corps de la justice, de l'armée et de la police. Cela lui confère un double rôle : le rôle administratif attribuant aux autorités administratives la représentation des intérêts nationaux, le contrôle administratif des collectivités locales décentralisées, la mission de veiller au respect des lois et règlements et la direction générale de l'activité des fonctionnaires de l'État. Le rôle politique car, de façon générale, le chef de circonscription administrative sert d'intermédiaire entre le pouvoir central et les administrés, et plus particulièrement les élus. Il est surtout le principal agent d'information du gouvernement à qui il transmet les mouvements d'opinion de sa circonscription et par lequel il informe les différentes autorités locales de ses intentions. Et, malgré le contexte politique pluraliste actuel, il

intervient de façon décisive dans l'activité politique du parti au pouvoir, le RDPC (Rassemblement démocratique du peuple camerounais).

- 5 Il s'agit là d'une survivance des pratiques du parti unique, héritées du système colonial français. Certes, au lendemain des Indépendances en Afrique, l'on s'attendait que dans les nouveaux États, s'instaure une spécialisation des tâches permettant à l'administration de conserver sa spécificité et son autonomie vis-à-vis des partis politiques ; aux partis politiques d'assurer la sélection des gouvernants, l'éducation et l'encadrement politique des citoyens ; à l'administration territoriale d'assumer le rôle administratif de maintien de l'ordre public, de protéger les populations, de répondre à leurs besoins matériels et culturels, de les faire participer au développement du pays en leur fournissant une aide technique adaptée. Une telle répartition correspondait au principe constitutionnel auquel les premiers gouvernants avaient donné leur adhésion officielle ; elle découlait des modèles d'inspiration parlementaire qui semblaient avoir leur préférence. Elle s'est révélée rapidement illusoire : rejetée par de nombreux pays, elle n'a pas été davantage respectée dans ceux qui ont continué à s'y référer officiellement (Conac 1979 : xxxiv). C'est au regard de ce rôle politique que nous allons tenter de dégager les facteurs qui concourent à l'exclusion de la femme dans le commandement territorial au Cameroun, la politique restant essentiellement la chasse gardée de la gent masculine.
- 6 Nos enquêtes dégagent trois tendances lourdes dans la vie politique camerounaise : d'abord, il est clairement établi que les femmes occupent dans notre pays un certain nombre d'espaces de pouvoirs, y compris ceux qui, jusqu'à un moment, leur étaient interdits même dans des proportions insignifiantes². Ensuite, lorsque l'on interroge les femmes administrateurs civils, c'est-à-dire celles qui appartiennent au corps de fonctionnaires dans lequel se recrutent les autorités administratives, la plupart se disent victimes de la conspiration masculine et répondent à l'unisson que lorsqu'elles intègrent ce corps, c'est dans l'espoir de se voir un jour propulsées dans le commandement territorial. La voix dissonante vient des seules autorités administratives et des hauts fonctionnaires du ministère en charge du commandement territorial, dont la plupart s'appuie sur des arguments du réductionnisme biologique pour disqualifier les femmes. Pour finir, l'on ne peut invoquer ni l'hostilité des populations qui semblent vouloir accepter ce changement malgré leurs idées phalocrates, ni le manque de qualification des femmes, ni les préférences de celles-ci, ni même les difficultés inhérentes au commandement territorial, à l'administration de la brousse pour justifier leur ostracisme. Si cette exclusion existait, elle ne serait qu'une résultante de la conspiration masculine car, premièrement l'administration territoriale au Cameroun est un legs de la colonisation française. Or cette institution liée au développement de l'État en Europe, plus particulièrement en France (Debbasch 1989 : 278-280), est d'essence patriarcale³. Deuxièmement, l'État postcolonial camerounais reproduit ce modèle en l'adaptant d'ailleurs aux modes de domination sociale endogène et précoloniale, préoccupé qu'il est par les impératifs de l'« unité nationale et du développement économique », rangeant la femme dans le registre des « affaires sociales » et de la « catégorie minoritaire ».

Colonisation européenne, impératif de pacification et d'ordre, pouvoir fort et renforcement de la dichotomie

- 7 Pourquoi et comment la colonisation a-t-elle transposé en Afrique la dichotomie des sphères publique et privée qui a marqué le processus de formation de l'État européen ?

Quelles sont les conséquences de la colonisation sur le problème de genre dans le commandement territorial au Cameroun ? La relation entre le pouvoir d'État, le colonialisme et l'idéologie de genre est tellement complexe qu'une telle assertion mérite quelques réserves. La condition féminine dans l'Afrique précoloniale fut une réalité complexe et mouvante, non exempte de contradictions. Les femmes ont été parfois appelées à jouer plusieurs rôles (Ba Konaré 1991 ; Barbier 1993). Des chercheurs (Kanogo 1987 ; Ba Konaré 1991 ; Pradelles de Latour 1991 ; Barbier 1993 ; Imam, Mama & Sow 2000) ont montré que les femmes participèrent activement à la politique précoloniale, tant directement comme dirigeantes et au sein d'espaces perçus comme le domaine des femmes, qu'indirectement comme mères, épouses, sœurs, filles et compagnes d'hommes puissants. Elles s'étaient engagées dans la vie militaire, aussi bien en accompagnant individuellement les troupes d'hommes qu'en constituant des groupes de combattantes effectives. La colonisation n'eut pas pour effet de gommer les systèmes d'inégalité et de domination antérieurs qui se poursuivent et se trouvent transposés au sein des appareils politiques et économiques des États (Bayart 1985). En revanche, en distinguant la sphère publique de la sphère privée, elle a permis aux administrateurs coloniaux, aux missionnaires et aux chefs indigènes d'imposer davantage le contrôle masculin de la sexualité et du travail féminins (Staudt 1989 : 68-85). Les idéologies patriarcales coloniales, associées à celles des autochtones, eurent tendance à renforcer la subordination, l'exploitation et l'oppression des femmes. Nombre d'élites féminines furent progressivement marginalisées et perdirent, de ce fait, leur pouvoir politique et leur contrôle sur les activités commerciales et manufacturières (Zezeza 2000 : 116).

- 8 De plus, l'impératif de la pacification des territoires et les rivalités entre les différentes puissances colonisatrices imposaient un pouvoir fort, et ce pouvoir a longtemps été militaire. Une fois les territoires conquis, l'État colonisateur voulait y étendre sa souveraineté et n'entendait pas que son autorité soit contestée. Il mit donc tout en œuvre, y compris la répression, pour la préserver et protéger les ressortissants de la métropole ainsi que leurs biens. Condition indispensable au succès de la conquête, la force militaire fut également nécessaire pour déployer l'autorité de la nation colonisatrice sur le territoire conquis (Kamto 1987 : 265-279).
- 9 Par ailleurs, il convient de signaler que la colonisation fut largement l'œuvre de l'« armée noire » sans laquelle il n'y aurait jamais eu de conquête. Or, il existe une connexion entre la politique, la guerre et la virilité, la masculinité et la violence. Mais, comme le constate Ali A. Mazrui (1977) dans une étude sur la tradition guerrière et la masculinité de la guerre, durant la colonisation, les puissances coloniales ont raté une grande opportunité qui aurait modifié la structure du champ politique, en propulsant au-devant des armées impériales la gent féminine africaine. Pis encore, les Français ont démantelé au XIX^e siècle l'une des rares classes de guerrières africaines, les Amazones du Dahomey (devenu le Bénin), pour finalement doter ce territoire d'institutions étrangères. Pourtant, soutient-il, si les puissances coloniales avaient enrôlé les femmes dans les forces armées, cette « ingénierie sociale » aurait eu des conséquences positives sur l'intégration politique de la femme africaine : certaines de ces femmes militaires auraient pu prendre le pouvoir après les Indépendances, participer aux réunions de l'OUA (Organisation de l'unité africaine, aujourd'hui UA, Union africaine). Elles auraient eu ainsi l'occasion unique de partager le pouvoir avec les hommes (Mazrui 1977). Il en est ainsi au sein des *Bezirkämter*⁴ pendant la période allemande (1884-1916), puis sous

le condominium franco-britannique, durant lequel, contrairement à l'*Indirect rule*, la France préféra le modèle de l'administration directe du pays avec un rôle subalterne donné au pouvoir traditionnel. Et, dès 1916, dans un contexte d'anti-germanisme rigoureux, celle-ci augmenta le nombre d'unités administratives. Le général Aymerich institue alors neuf circonscriptions. Sept ans plus tard (1923), on en comptait douze, divisées en trente subdivisions et trois postes, et tous les chefs-lieux allemands retrouvaient alors une fonction administrative. En 1931, on en dénombrait quinze, divisées en quarante-trois subdivisions et quatre postes administratifs et, quatre ans plus tard, les circonscriptions devenaient des régions et recevaient des noms empruntés le plus souvent à l'hydrographie, à l'image des départements français (Le Vine 1970 : 66-69 ; Champaud 1983 : 68).

- 10 En 1955, le parti de l'UPC (Union des populations du Cameroun), principale force politique du territoire, fut interdit par l'administration française et contraint à la clandestinité. La confrontation armée qui s'en suivit, eut pour effet d'accroître le pouvoir coercitif des autorités coloniales, excluant toute idée de nomination des femmes dans le commandement territorial. Abel Eyinga (1984 : 62) résume ainsi cette escalade répressive des autorités coloniales :

« Provocations vulgaires, condamnations morales, renforcement préventif des effectifs militaires et du corps de police, droit de requérir à la force publique reconnu jusqu'au plus petit administrateur de brousse, perquisitions et mandats de comparution par milliers, voilà quelques-unes des mesures et des pratiques hostiles perpétrées contre les nationalistes camerounais en 1955 comme en 1949-1950 contre les militants du RDA (Rassemblement démocratique africain) anticolonialiste en Côte-d'Ivoire, comme en 1947 contre les nationalistes malgaches, en 1945 contre les nationalistes algériens. Leur exécution n'était pas le seul fait de l'administration, mais également celui des satellites de celle-ci : partis administratifs, chefs traditionnels et même la hiérarchie catholique, etc. »

- 11 Les indépendances africaines ne constitueront pas une rupture et le projet postcolonial ne s'inscrira pas hors du contexte colonial. En effet c'est l'indépendance qui était inscrite dans l'agenda nationaliste et non la démocratie. Dans cette perspective, la notion d'individu et par conséquent celle des droits individuels n'avaient pu être posées ; le peuple seul s'était trouvé réifié en sujet de droit et en catégorie politique. Il en résulta un gommage des particularités dont celle de la femme qui, de fait, ne pouvait être prise en compte comme acteur autonome (Diaw & Touré 1998 : 16).

La femme, sujet politique « mineur »
dans le Cameroun postcolonial

- 12 L'indépendance est survenue dans des conditions difficiles. Une bonne partie de l'Ouest échappait au contrôle régulier des autorités de Yaoundé. En effet, née au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (1948), l'UPC s'était vite affirmée comme le principal parti politique du territoire, solidement structuré et hiérarchisé, dirigé par des militants dynamiques ; elle étendit très vite son influence sur le pays bassa (d'où était originaire son secrétaire général Ruben Um Nyobe), la région de Douala, le Mungo et le pays bamiléké. Interdite par le gouverneur Roland Pré en 1955, à la suite d'incidents violents dans quelques villes, elle se transforma en organisation armée clandestine. Elle trouva un terrain favorable dans le prolétariat urbain et dans les campagnes de l'ouest où le manque de terres, la compromission des chefs traditionnels avec l'administration, l'émigration des jeunes sans emploi suscitèrent bien des rancœurs. La rébellion qui s'éteignit rapidement en pays bassa après la mort de Um Nyobe en septembre 1958

bénéficia de la proximité du Cameroun britannique où les hommes purent se réfugier (Champaud 1983 : 84). L'objectif immédiat du régime naissant d'Ahmadou Ahidjo était alors la pacification qui passait par la répression comme le fit jadis le pouvoir colonial. Cette exigence nécessitait un pouvoir fort, et donc masculin. Le pari de la paix gagné, il fallait assurer l'intégration nationale et le développement économique et social. Ces deux impératifs, à leur tour, ôtaient à la femme toute chance de promotion dans le commandement territorial.

Le verrouillage de l'intégration politique de la femme
par l'impératif de la pacification et de l'ordre

- 13 L'insécurité du début a marqué profondément le régime camerounais. L'édification des structures politiques fut sans cesse accompagnée de la répression de subversions réelles ou supposées. Face à la réfutation par le fer et le feu de la légitimité du pouvoir, s'érigèrent une armée tournée vers l'ennemi de l'intérieur et un appareil policier dont la croissance, devenue sans objet, s'auto-entretint, fabriquant ainsi des ennemis du régime (Gaillard 1989 : 62). Les autorités administratives, de véritables hommes à poigne, se virent conférer des pouvoirs spéciaux, voire exorbitants, afin de maintenir l'ordre public en vertu d'un texte taillé sur mesure, la fameuse ordonnance de 1962 sur la répression du « grand banditisme ». Cette ordonnance fut supprimée avec la vague démocratique des années 1990. Cependant, la logique protectrice de l'État continue d'accorder aux autorités administratives des pouvoirs importants. Par ces pouvoirs, le chef de circonscription administrative édicte les mesures générales et individuelles nécessaires au maintien de l'ordre public. Il peut, par exemple, en période normale, assigner un autre lieu ou un autre itinéraire à une manifestation publique ou l'interdire⁵. Dans le même sens, et par avis motivé du préfet, le ministre de l'Administration territoriale suspend, pour une durée de trois mois, l'activité de tout parti politique responsable des troubles graves de l'ordre public⁶, dissout toute association déclarée s'écarter de son objet, et dont les activités portent gravement atteinte à l'ordre public et à la sûreté de l'État, suspend, pour un délai maximum de trois mois, l'activité de toute association déclarée pour troubles à l'ordre public⁷.
- 14 Ces limitations sont accentuées en période exceptionnelle par l'extension des pouvoirs de police. En effet, lorsque l'état d'urgence est déclaré sur une partie du territoire, les autorités administratives peuvent soumettre la circulation des personnes et des biens à des mesures restrictives et, éventuellement, à une autorisation administrative ; ordonner la remise des armes et munitions, des effets militaires d'habillement ou de campement, des postes de radios émetteurs-récepteurs et faire procéder à leur recherche et à leur enlèvement ; interdire toute réunion et publication de nature à entretenir le désordre ; instituer des zones de protection ou de sécurité en réglementant le séjour des personnes ; demander aux autorités militaires leur participation en permanence pour maintenir l'ordre public dans les formes légales ; ordonner la garde à vue des individus jugés dangereux pour la sécurité publique y compris dans un quartier spécial des établissements pénitentiaires, pendant une durée de sept jours pour les préfets et de quinze pour les gouverneurs⁸. Toutefois, ces pouvoirs de police administrative, qu'ils soient normaux ou exorbitants, sont soumis au contrôle du juge.

L'impératif de l'unité nationale et la fonction « mobilisatrice »
de la femme

- 15 L'unité nationale, avatar de la modernisation de l'État, a été le terrain du clientélisme politique dès lors qu'il y a eu glissement de la fonction instrumentale de l'État vers le parti unique ou unifié (UNC [Union nationale camerounaise] puis RDPC). L'animation est inscrite comme stratégie de développement dans ce processus de modernisation et cette mission échoit à la femme ainsi que le formule l'article 47 (nouveau) des statuts du RDPC (ex-parti unique au pouvoir) : « L'organisation des femmes du parti a pour but la mobilisation des femmes camerounaises en vue de leur conscientisation et de leur participation à la poursuite et à la réalisation des objectifs du parti. » Seulement, et pour reprendre Aminata Diaw (1998 : 18) :

« Médiatrices dans le dispositif de patronage, elles continuent à participer à la théâtralisation du politique sans en être véritablement les initiatrices. Elles ont su mobiliser les ressources de l'espace privé telles la parenté, le voisinage, la solidarité, l'amitié pour des enjeux qu'elles n'avaient point contribué à concevoir. Il y a là une logique d'assujettissement et de subordination qui exclut la femme du processus de délibération vecteur essentiel de l'espace politique et public. »

- 16 Jean-François Bayart (1985) a donc raison lorsqu'il fait remarquer que le régime du parti unique (sous Ahidjo) exigeait de l'élite sociale une adhésion sans faille à son projet d'unité nationale qu'il qualifiait de « projet hégémonique », mais qu'il imposait avec plus de rigueur encore à la masse des « sans-importances » que constituaient les jeunes et les femmes au Cameroun. Or, le système camerounais instauré par Ahidjo était conservateur en ce qui concerne le personnel de l'État. Rien ne perturbait gravement la bourgeoisie bureaucratique sur laquelle était assis le pouvoir. Issue de celle-ci, la classe dirigeante (hommes politiques et hauts fonctionnaires exerçant un pouvoir réel) était stable, ne se renouvelant que par le mouvement naturel des générations filtrées par la cooptation. Cette classe était peu nombreuse et essentiellement masculine, représentant, selon Pierre-Flambeau Ngayap (1983) « les grands équilibres géopolitiques et les microdosages ethniques ». Cet auteur estimait cette classe dirigeante à 1 000 membres en 1982 quand Ahidjo passa le témoin à Paul Biya. Ces 1 000 Camerounais, comprenant des préfets et des gouverneurs, allaient, venaient, montaient et descendaient, échangeaient leurs places, sans jamais sortir du cercle. Il leur arrivait parfois de s'esquiver, mais pas longtemps. Ils jouissaient d'une grande immunité, comme le soutenait le journaliste Philippe Gaillard (1989 : 64, t. 2). L'avènement de M. Biya ne marquera pas un coup d'arrêt au biais sexiste. L'on n'est donc pas surpris, malgré l'existence d'un ministère de la Condition féminine faisant partie de l'actif de son régime et œuvrant pour un mieux-être de la femme, que celle-ci demeure le parent pauvre dans le commandement territorial. En fait, la gent féminine apparaît comme une catégorie « sociale » et apolitique confinée au développement économique.

L'impératif du développement économique et social et l'inscription de la femme dans la catégorie « sociale » et apolitique

- 17 Au Cameroun, la situation de la femme est restée longtemps un secteur des affaires sociales qui, en 1972, est devenu une direction du ministère de la Santé publique, puis, en 1975, un ministère dont la mission était « la mise en œuvre de la politique de prévention et d'assistance sociale de l'individu, de la famille et de la mère ». Il a fallu attendre le congrès de Bafoussam, en novembre-décembre 1965, pour assister à la création de l'Organisation des femmes de l'Union nationale camerounaise (OFUC : parti dominant à l'époque qui devait devenir le parti unique ou unifié sous le sigle de l'UNC en 1966), en faveur du sabotage du Conseil national des femmes qui regroupait, au plan national, les associations issues de l'époque du multipartisme. Lors de la fondation de l'

UNC, l'OFUC fut transformée en OFUNC, sans modification de fond. Cet organisme, qualifié d'« annexe », s'était vu prescrire le rôle fonctionnel de « social ». C'est ainsi que pour les dirigeants, les réunions de l'OFUC ne pouvaient « revêtir qu'un caractère exclusivement social et apolitique, le militantisme politique des membres de l'OFUC ne s'exerçant que dans le cadre des cellules, comités de base, sous-sections et sections de l'UC ». Cette délimitation stricte des activités (que conserveront les statuts de l'UNC après 1966) répondait très certainement au souci de conjurer la politisation de la gent féminine. Le VI^e plan quinquennal (1986-1991), élaboré sous le régime du Renouveau du Président Biya, ne remédiera pas à l'exclusion de la femme de la sphère de la délibération :

« La femme a toujours été intégrée dans notre processus de développement. Le V^e plan a vu la création d'un ministère de la Condition féminine qui est la matérialisation de la ferme volonté des pouvoirs publics de souligner et de mettre en œuvre le concept de la promotion féminine... Le VI^e plan entend promouvoir mieux que les plans précédents l'intégration des femmes dans tous les secteurs de la vie nationale [...]. Il s'agira de chercher à réunir toutes les conditions pour une meilleure participation des femmes au développement dans tous les secteurs de l'économie ». (L'essentiel sur le VI^e plan quinquennal de développement économique, social et culturel, 1986-1991 : 78-79).

- 18 Il n'est donc pas étonnant que, pendant longtemps, les études sur les femmes au Cameroun aient attiré essentiellement l'attention des chercheurs sur le développement économique et social (Mindzié Mbarga 1986 ; Nyeck 1987 ; Kasséa 1987 ; Tsala Tsala 1988 ; Wanga 1988 ; Nguini Ntonga 1988). Seul, s'inscrivait en marge de cette littérature à la mode, Nicolas Ngadjui (1990) qui analysait les droits politiques de la femme au Cameroun en nous offrant des données intéressantes sur le comportement des femmes dans les instances municipales, parlementaires, du Conseil économique et social et des partis politiques. Le seul reproche fait à cette étude est un parti pris, faisant finalement d'elle un hymne à la gloire du Renouveau du président Biya au mépris d'une prise en compte des bouleversements politiques, économiques et sociaux des années 1980 qui poussèrent les régimes africains subsahariens aux portes de la démocratisation (Conac 1993 ; Diouf 1995). Dès lors, cet auteur ne pouvait que délibérément oublier de mentionner la non-représentation féminine dans les instances du commandement territorial.

De l'intégration de la femme dans le commandement territorial comme gage d'une bonne gouvernance

- 19 Depuis les Indépendances, l'Afrique cherche vainement son chemin vers le développement. Les processus de démocratisation rencontrent de nombreuses difficultés pour arriver à maturité. Aujourd'hui, l'accès des femmes au travail en dehors du foyer, aux fonctions et aux responsabilités dans la sphère politique place les débats les concernant dans l'ensemble des évolutions que traverse le monde (Aguessy 1995 : 58). La femme joue un rôle important dans l'émergence d'une autre culture et d'autres valeurs. À partir de leur rôle social, elles développent un certain nombre de compétences particulièrement utiles dans une perspective de management participatif. Parce qu'elles ont appris à cultiver l'harmonie dans leur vie familiale, elles se montrent généralement plus soucieuses de vaincre, au sein d'une équipe de travail, les difficultés relationnelles. On leur reconnaît volontiers des qualités d'écoute, d'ouverture aux autres et de tolérance et une volonté d'établir des relations de solidarité avec leurs collaborateurs. Déléguant les pouvoirs plus facilement que les hommes, la direction

participative améliorera l'ambiance du travail et réduira le stress de la vie professionnelle (Etoga Eyili 2003 : 292).

- 20 L'on assiste depuis l'avènement du régime Biya en 1982 à un accroissement du rôle de la femme. D'abord avec la création en 1984 d'un ministère de la Condition féminine chargé de « promouvoir les mœurs destinées à faire respecter les droits de la femme camerounaise dans la société, à faire cesser toute discrimination à son égard et à accroître les garanties d'égalité dans le domaine politique, économique, social et culturel ». Ce ministère vient de franchir un cap, depuis l'élection présidentielle de 2004, en devenant le Ministère en charge de la Promotion de la femme et de la famille. Ensuite, l'impulsion donnée à la condition de la femme au II^e Congrès ordinaire du RDPC, les 17, 18 et 19 décembre 1996, où les organisations des femmes et des jeunes du parti (OFRDPC et OJRDPC) sont passées du statut d'organismes « annexes » à celui d'organismes « spécialisés ». L'OFRDPC est dorénavant chargée d'assurer l'entière intégration des femmes « dans tous les domaines de la vie nationale ». À cet effet, elle conçoit et met en œuvre des programmes à caractères économique, social, culturel et politique. Il n'est pas inutile de mentionner que ce congrès a fixé à 30 % le quota de représentation des femmes dans les différentes institutions de l'État.
- 21 Par ailleurs, au cours des trois dernières décennies, des progrès remarquables ont été réalisés en matière de scolarisation des femmes à tous les niveaux du système éducatif et, de manière plus spécifique, en ce qui concerne l'accès à l'enseignement supérieur où elles constituaient environ 36 % de l'effectif total des étudiants des six universités d'État au cours de l'année académique 2000-2001. Pour ce qui est des Grandes écoles, l'exemple particulier de l'ÉNAM (École nationale d'administration et de magistrature) mérite d'être retenu. Il s'agit d'une des filières permettant d'accéder aux grands corps de l'État et l'une des voies royales vers la nomination aux postes de responsabilité. Au cours de l'année 1999-2000, les femmes constituaient 26,02 % de la filière Administration générale où se recrutent les autorités administratives (*ibid.* : 290). Enfin, sous l'impulsion, en 1999, du ministère de la Condition féminine, une instruction du Premier ministre, relative à la « participation de la femme à la prise de décision », adressée aux ministres d'État, ministres et ministres délégués, est en chantier et pourrait, si celle-ci est appliquée, révolutionner la physionomie de l'administration camerounaise. En voici les grandes lignes :
- « Il m'a été donné de constater que la participation des femmes aux processus de décision reste faible malgré la volonté maintes fois affirmée par son excellence Paul Biya, Président de la République, pour assurer une bonne représentativité des femmes dans les structures de prise de décision. »
- « Par ailleurs, dans son discours de politique générale au 2^e Congrès ordinaire du RDPC, le président national a assuré les femmes d'une meilleure représentativité dans les instances de prise de décision à hauteur de 30 %. Ainsi, dans son discours-programme prononcé à Maroua le 2 octobre 1997, il a promis entre autres de faire en sorte que les femmes soient représentées dans toutes les instances dirigeantes du pays. »
- « En outre, je me suis engagé lors du "Séminaire de validation du plan d'action national de l'intégration de la femme au développement" à assurer la mise en œuvre des différentes recommandations dont celle relative à l'accès des femmes à des postes de responsabilité. »
- « Pour permettre au Président de la République et au gouvernement d'honorer leurs engagements sur les plans international et national, je vous demande de prendre toutes les mesures nécessaires pour attribuer au moins 30 % de postes de responsabilité aux femmes lors de toutes les prochaines nominations »⁹.

- 22 Ainsi, du Sommet mondial pour le développement (Copenhague, 1998) au Women's World Congress (Kampala, 2002), en passant par la Conférence de Pékin sur les femmes (1995) et la Conférence des femmes de la Francophonie (Luxembourg, 2000), des avancées significatives ont été enregistrées dans notre pays. Les divers plans d'action, issus des concertations de haut niveau, ont abouti à des recommandations convergentes telles que l'accès de la femme au pouvoir politique et économique, la participation paritaire et la démocratisation des systèmes et la solidarité au sein des sociétés. Mais le problème crucial qui se pose aujourd'hui est celui de la mise en œuvre effective de ces résolutions et recommandations, au regard des pesanteurs historiques qui exigent des gouvernants un réel effort pour une révolution des mentalités. Cette inaction avait déjà été relevée en 1994 dans le rapport de l'atelier sous-régional de sensibilisation préparant la Conférence sur les femmes de 1995 à Pékin dans le dossier d'évaluation du Cameroun :

« Lois et législation : les textes sont positifs, c'est l'application concrète qui fait problème. »

« Une prise de conscience : les femmes ne sont pas encore entièrement associées à la prise des décisions. »

« Le bilan de la situation des femmes en Afrique centrale concernant l'intégration dans le partage du pouvoir et dans la prise des décisions est encore insuffisant. C'est ainsi que l'on note la faible représentativité des femmes au niveau des hautes fonctions politiques, économiques et administratives, notamment celles dites de souveraineté et de commandement. »

23

La promotion de la gent féminine dans le commandement territorial au Cameroun dépend avant tout du volontarisme étatique. Aujourd'hui, trois femmes sont sous-préfètes, mais cela n'a produit aucun cataclysme¹⁰. Ce sexisme relève donc d'un autre âge, d'où le rôle capital qui échoit à notre État dans la formation des politiques sociales, des stratégies de développement et lois déterminant les perspectives ouvertes aux femmes. Il ressort d'études pertinentes que le secteur public fait une plus large place aux femmes que le secteur privé en leur offrant un travail non manuel, une sécurité d'emploi, des avantages sociaux et de plus grandes possibilités d'avancement. Pour toutes ces raisons, l'État et la société civile en Afrique doivent être considérés non pas comme des forces diamétralement opposées, mais davantage dans leurs rapports dialectiques ; il faut aussi une conscience politique féminine au Cameroun, que les structures associatives féminines soient plus combatives et plus intégratives.

- 24 Le principe de l'égalité des chances à l'accès aux différents corps de l'État doit être réaffirmé avec force. Dès l'entrée dans les différents corps de l'État, seules les capacités réelles et l'expertise doivent être le point décisif, et toute référence au sexe doit être bannie. Les femmes doivent en outre s'affirmer comme candidates sérieuses et sans complexes pour accéder massivement aux fonctions dirigeantes. Nous ne partageons pas l'extrémisme, voire l'utopie d'Adame Ba Konaré (1991 : 29-30) qui prône « des grèves étendues jusqu'aux ménages », en cas d'insatisfaction des exigences des femmes. Une telle attitude ne peut apporter que des conséquences dommageables pour la femme, les hommes détenant l'essentiel du pouvoir dans la société. Le cas de Bibi Titi, une activiste tanzanienne, est révélateur. En effet, elle fut l'une des rares femmes à être élues au sein du mouvement nationaliste tanzanien. Portée au zénith grâce à la forte mobilisation nationale dont elle jouissait, elle commit l'erreur de déclarer une guerre ouverte aux pratiques antidémocratiques du parti nationaliste tanzanien duquel elle se

résigna même de démissionner. Cette bravoure mit fin à sa carrière politique (Meena 1992 : 2-3).

BIBLIOGRAPHIE

AGUESSY, D.

1995 « Femmes et démocratie », *Démocraties africaines*, 1 : 58-60.

AMAMA, B. (dir.)

2003 *20 Propos sur l'administration camerounaise*, Yaoundé, MINFORPA : 287-301.

BADINTER, É.

1994 *XY. De l'identité masculine*, Paris, Odile Jacob.

2003 *Fausse route*, Paris, Odile Jacob.

BA KONARÉ, A.

1991 « Rôle et image de la femme dans l'histoire politique du Mali (1960-1991). Perspectives pour une meilleure participation de la femme au processus démocratique », CODESRIA, Workshop on *Gender Analysis in Africa social science*, Dakar, 16-21 septembre.

BARBIER, J.-C. (dir.)

1993 *Femmes du Cameroun. Mères pacifiques, femmes rebelles*, Paris, ORSTOM-Karthala.

BAYART, J.-F.

1985 *L'État au Cameroun*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

BOUDOUX, C. & ZAIDMAN, C. (dir.)

1992 *Égalité entre les sexes. Mixité et démocratie*, Paris, L'Harmattan.

BOURDIEU, P.

1998 *La domination masculine*, Paris, Éditions du Seuil.

BREINES, I., CONNELL, R. & EIDE, I. (dir.)

2004 *Rôles masculins, masculinités et perspectives d'une culture de paix*, Paris, Éditions de l'UNESCO.

CHAMPAUD, J.

1983 *Villes et campagne du Cameroun de l'Ouest*, Paris, ORSTOM.

CHARLTON, S. E. M., EVERETT, J. & STAUDT, K. A. (eds.)

1989 *Women, the State, and Development*, New York, State University of New York Press.

CLARE, A.

2000 *Où sont les hommes. La masculinité en crise*, Paris, Les Éditions de l'Homme.

CONAC, G. (dir.)

1979 *Les institutions administratives des États francophones d'Afrique noire*, Paris, Economica.

1993 *L'Afrique en transition vers le pluralisme*, Paris, Economica.

CURRELL, M. E.

1974 *Political Woman*, Croom Helm, London, Rowman & Littlefield.

DALLOZ, J.-P.

1991 « L'émergence des femmes politiques au Nigeria », *Politique africaine*, 42 : 126-131.

DEBBASCH, C.

1989 *Science administrative*, Paris, Dalloz.

DIAW, A. & TOURÉ, A.

1998 *Femmes, éthique et politique*, Dakar, Fondation Friedrich Ebert.

DIOUF, M.

1995 *Libéralisation politique ou transition démocratique, perspectives africaines*, Dakar, CODESRIA.

ETOGA EYILI, S.

2003 « Pour une implication accrue des femmes dans l'administration publique camerounaise », in B. AMAMA (dir.), *op. cit.* : 292.

EYINGA, A.

1984 *Introduction à la politique camerounaise*, Paris, L'Harmattan.

FRIEDL, E.

1978 « La prééminence masculine est-elle inévitable ? », in H. MENDRAS (dir.), *Éléments de sociologie. Textes*, Paris, A. Colin : 23-44.

GAILLARD, P.

1989 *Le Cameroun*, Paris, L'Harmattan, t. 1 & 2.

GAXIE, D.

1978 *Le cens caché*, Paris, Éditions du Seuil.

HIRSCHMANN, D.

1991 « Woman and Political Participation in Africa : Brooding the Scope of Research », *World Development*, 19 (12).

IMAM, A., MAMA, A. & SOW, F. (dir.)

2000 *Sexe, genre et société. Engendrer les sciences sociales africaines*, Dakar, CODESRIA ; Paris, Karthala.

KAMTO, M.

1987 *Pouvoir et droit en Afrique noire. Essai sur les fondements du constitutionnalisme dans les États d'Afrique noire francophone*, Paris, LGDJ.

KANOGO, T.

1987 « Kikuyu Women and the Politics of Protest : Mau Mau », in S. MACDONALD, SHARON *et al.*, *Images of Women and in Peace and War : Cross-Cultural and Historical Perspectives*, Madison, University of Wisconsin Press.

KASSÉA, P.

1987 *Autonomie féminine selon les milieux naturels et culturels : cas des Bamiléké et des Beti au Cameroun*, Thèse de 3^e cycle, Paris, Université de Paris-7.

KIRKPATRICK, J. J.

1974 *Political Woman*, New York, Center for the American Woman and Politics, the Eagleton Institute of Politics, Rutgers University, Library of Congress Catalog.

LABRECQUE, M.-F. (dir.)

1994 *L'égalité devant soi. Sexes, rapports sociaux et développement international*, Ottawa-Dakar-Johannesburg, Centre de recherches pour le développement international.

LAQUEUR, T.

1990 *La fabrique du sexe. Essai sur le corps et le genre en Occident*, Paris, Gallimard.

LE VINE, V. T.

1970 *Le Cameroun : du mandat à l'indépendance*, Paris, Les Éditions internationales, t. 1 & 2.

MAMA, A.

1995 « Feminism or Femocracy ? State Feminism and Democratization in Nigeria », *Africa Development*, XX (1) : 37-58.

MAZRUI, A. A. (ed.)

1977 « The Warrior Tradition and the Masculinity of War », *Journal of Asian and African Studies*, 12 (1-4) : 69-81.

MEENA, R.

1992 *Incorporation of Gender Analysis in the Discipline of Political Science*, Dakar, Treports-CODESRIA.

MINDZIÉ MBARGA, A.

1986 Njock Nje (Yvonne), Bisseck (Paulette), *L'Institution maison de la femme : perspective d'une action de redynamisation*, Yaoundé, Ministère de la Condition féminine.

MOGHADAM, V.

1994 « Les femmes dans la société », *Revue internationale des sciences sociales*, XLVI (1) : 115-139.

MUELLER, C. M. (ed.)

1988 *The Politics of the Gender Gap. The Social Construction of Political Influence*, Newbury Park, Sage Publications.

NGADJUI, N.

1990 *Les droits politiques de la femme au Cameroun*, Yaoundé, Édition Zaye.

NGAYAP, P. F.

1983 *Cameroun. Qui gouverne ? De Ahidjo à Biya, l'héritage et l'enjeu*, Paris, L'Harmattan.

NGUINI NTONGA, J.

1988 *Tontines et promotion de la femme camerounaise*, Yaoundé, Institut national de la jeunesse et des sports.

NYECK, P.

1987 *Le rôle de la femme dans l'économie camerounaise*, Thèse de 3^e cycle, Paris, Université René Descartes-Paris V.

OKANI, R. C.

2003 « Le "deuxième sexe" dans l'administration camerounaise », in B. AMAMA (dir.), *op. cit.* : 278.

OKEKE, P.

1998 « Nigeria : Le syndrome de la "première dame" ou la corruption administrative au féminin », *Bulletin du CODESRIA*, 3/4 : 16-19.

PARPART, J. & STAUDT, K. A. (eds.)

1989 *Women and the State in Africa*, Boulder, Lynne Rienner.

PHILLIPS, A.

1991 *Engendering Democracy*, Cambridge-Oxford, Politty Press.

PRADELLES DE LATOUR, C.-H.

1991 *L'ethnopsychanalyse en pays bamiléké*, Paris, EPEL.

RANDALL, V.

1982 *Women in Politics*, London, The Macmillan press.

SINDJOUN, L. (dir).

2000 *La biographie sociale du sexe. Genre, société et politique au Cameroun*, Paris, Karthala-Codesria.

TSALA TSALA, J.-P.

1988 *La femme beti entre tradition et modernité*, Thèse de doctorat, Strasbourg, Université Louis-Pasteur.

TSIKATA, E.

1991 « Conceptualising the Postcolonial State : The Experience of Gender Analysis », paper presented at the CODESRIA, *op. cit.*

WANGA, M.

1988 *Projet des femmes au crédit Cameroun*, Yaoundé, Ministère des Affaires sociales et de la Condition féminine.

ZELEZA, T.

2000 « Discriminations de genre dans l'historiographie africaine », in A. IMAM, A. MAMA & F. SOW (dir.), *op. cit.* : 116.

NOTES

1. Notre pays compte en effet 389 unités administratives dont 10 provinces, 58 départements, 268 arrondissements et 53 districts. Avec l'accession de trois femmes aux postes d'adjointes préfectorales en 2004, ce chiffre est passé à 770.
2. Le Cameroun compte six femmes dans un gouvernement de près de 65 ministres, secrétaires d'État et assimilés, 16 députés sur 180, deux leaders de partis politiques sur 138, un recteur pour six universités, un vice-recteur sur 15, six secrétaires générales de ministère, une secrétaire générale d'université, une femme ambassadeur, un colonel, trois commissaires divisionnaires, trois sous-préfètes, six maires sur 336, sans oublier la directrice de la fameuse Société nationale d'investissement (SNI), etc.
3. Sue Ellen M. CHARLTON (1989 : 20-43) nous offre des développements intéressants sur le diptyque, la formation de l'État européen et la masculinité du champ politique. Pour cette auteure, le développement de l'État moderne en Europe est lié de façon inextricable à la distinction entre les sphères publique et privée. Cette dichotomie n'est pas demeurée statique ; elle a subi de nombreuses mutations en même temps que se transformaient les sociétés européennes. Ce qui, en revanche, est resté constant, c'est l'absence de la femme dans la sphère publique, dans la délibération, dans la politique, confinée qu'elle est dans la sphère privée, « Female Welfare and Political Exclusion in Western European States » (CHARLTON *et al.* 1989 : 20-43).
4. Unités administratives allemandes.
5. Art. 8, loi n° 90/055.
6. Art. 17, la 1, loi n° 90/056.
7. Art. 13, la 1 et 2, loi n° 90/053.
8. Art. 5, loi n° 90/047.
9. Texte en chantier trouvé au ministère de la Condition féminine.
10. Elles ont d'ailleurs été promues, en 2006, sous-préfètes.

RÉSUMÉS

Cet article étudie l'un des défis majeurs de notre époque, l'intégration politique de la femme. Il montre que le commandement territorial au Cameroun est monopolisé dans le temps et dans l'espace par les hommes, aucune femme n'ayant jamais accédé, jusqu'en 2004, aux fonctions de gouverneurs de provinces, de préfètes de départements, de sous-préfètes d'arrondissements, de chefs de districts ou d'adjointes préfectorales. Il lie ce biais sexiste à un certain nombre de facteurs endogènes qui plongent leurs racines dans l'histoire coloniale. Il pose comme gage d'une bonne gouvernance l'intégration des femmes dans cette sphère de l'administration publique.

Gender and Territorial Rule in Cameroon. — This article explores one of the major challenges of our time, the political integration of women. It shows that territorial rule in Cameroon is monopolized by men, both in time and space. Until 2004 no woman had ever held the post of provincial governor, department prefect, division sub-prefect, head of district or vice-prefect. This can be explained by various endogenous factors which find their roots in colonial history. The article presents the integration of women in this area of public administration as a condition of good governance.

INDEX

Mots-clés : femmes, politique, genre, Cameroun, commandement territorial, gouvernance démocratique

Keywords : women, gender, Cameroon, territorial rule, democratic and political governance

AUTEUR

IBRAHIM MOUCH

Département de Science politique, Université de Yaoundé II.